



Département du NORD
Arrondissement de Lille
Métropole Européenne de Lille - MEL

ZAC du PETIT MENIN

Enquête publique unique relative au projet commercial « Promenade de Flandre »

- ☞ 01 - Enquête préalable à la délivrance du Permis de Construire du bâtiment Promenade de Flandre
- ☞ 02 - Enquête au titre de la Loi sur l'Eau de la ZAC du Petit Menin
- ☞ **03 - Enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22**
- ☞ 04 - Enquête parcellaire concernant le projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22
- ☞ 05 - Enquête préalable au classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute A 22
- ☞ 06 - Enquête préalable au déclassement de la RD 639

Communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing

Enquête programmée du 2 mars au 11 avril 2015
par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015, modifié le 29 janvier 2015.

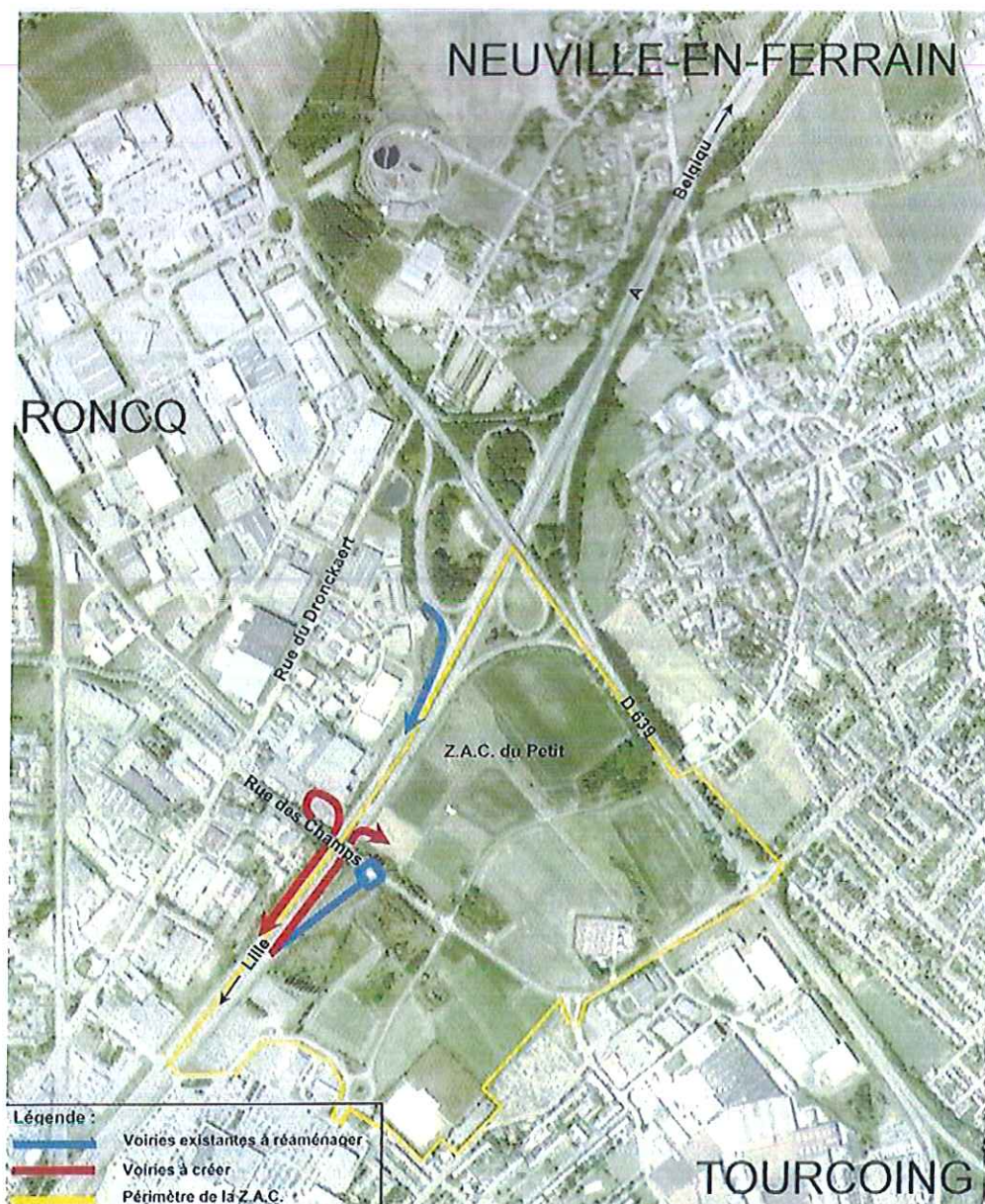
Conduite par la commission d'enquête constituée par décision du Tribunal Administratif de Lille N° E 14000167/59 du 23 décembre 2014

AVIS & CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Siège de l'enquête : Mairie de NEUVILLE-EN-FERRAIN

Commission d'enquête constituée par :

Monsieur Jean-Paul HÉMERY,	Président de la commission d'enquête
Messieurs Pierre GUILLEMANT et Pierre DELHUVENNE,	Commissaires enquêteurs titulaires
Messieurs Pierre BAJEUX et Olivier THEETTEN	Commissaires enquêteurs suppléants



▲ Présentation du projet ▲

La présente enquête unique porte sur le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Petit Menin, de l'accessibilité du site depuis l'Autoroute A22 et du projet commercial « Promenade de Flandre ».

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

Métropole Européenne de Lille (MEL),
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)
Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :
1 rue du Ballon
59 034 LILLE CEDEX

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celui de l'aménagement du territoire qui sous entend la planification du territoire.

Lille Métropole affirme l'ambition de repenser la façon dont la ville se développe. Pour «inventer la forme urbaine de l'Euro-métropole du 21ème siècle», il faut *«penser global : l'habitat (vivre),*

2 - Présentation du site :

Le site retenu pour la réalisation de la ZAC bénéficie des arguments suivants :

- ☞ bonne accessibilité : proximité de l'autoroute A22, réseau de transport en commun existant ;
- ☞ proximité du centre ville et des équipements pour un site retenu en limite des communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- ☞ site enclavé entre trois centres urbains denses et d'importantes infrastructures ;
- ☞ facilité de raccordement à la totalité des réseaux eau, électricité, gaz et assainissement.

3 - Présentation de la desserte routière du site :

Le site retenu pour la réalisation de la ZAC est implanté :

- ☞ à proximité de l'autoroute A22-E17, artère qui relie la métropole lilloise à la Belgique (ville de Courtrai), avec des accès au site depuis cette autoroute, dont le diffuseur de Neuville-en-Ferrain limitrophe au périmètre de la ZAC et la sortie de l'A22 (sens Lille-Courtrai) qui permet d'arriver rue des Champs ;
- ☞ à proximité de voies primaires et secondaires ;
 - ✚ voie express RD639 (ex N639) qui relie le boulevard périphérique de Tourcoing à la RD191 en direction de la vallée de la Lys. La RD639 est reliée à l'autoroute par l'échangeur n°17.
 - ✚ des boulevards urbains :
 - le boulevard d'Halluin (RD91) à Tourcoing – Roncq ;
 - le boulevard industriel (RD770) à Tourcoing ;
 - ✚ d'importantes voies de liaisons :
 - la rue du Dronckaert (RD78) à Roncq – Neuville-en-Ferrain ;
 - la rue de Tourcoing à Roncq – Roncq prolongée par la rue du Brun Pain à Tourcoing (RD950B) ;
 - la rue de Courtrai (RN43) à Tourcoing ;
 - la rue de Tourcoing à Neuville-en-Ferrain.

4 - Description du projet d'accessibilité à la ZAC depuis l'A22 :

Le projet d'accessibilité autoroutier consiste :

- **d'une part dans le sens Courtrai-Lille**, à créer une nouvelle bretelle de retour depuis la ZAC vers l'agglomération Lilloise. La réalisation de cette nouvelle bretelle inclut la reprise de la séquence d'entrée depuis le diffuseur n°17 sur la section courante de l'autoroute A22, séquence qui pose des problèmes de sécurité (rayons de giration et longueurs d'insertion insuffisants).
- **d'autre part dans le sens Lille-Courtrai**, à réorganiser la sortie du diffuseur n°16 afin de desservir la ZAC et de faciliter la sortie vers la rue des champs" (ou la route de Roncq).

La géométrie des aménagements proposés devrait s'intégrer dans l'environnement existant et prendre en compte les deux ouvrages à proximité des deux diffuseurs :

- Le passage sous l'A22 « Rue Henri Barbusse » reliant la RD78 (rue du Dronckaert) aux installations commerciales existantes du centre « Auchan Roncq ».
- Le passage au dessus de l'A22 supportant la « Rue des Champs/ Rue de Roncq » qui assure la liaison entre la RD639 et la RD78.

Par ailleurs, l'implantation de l'équipement projeté répond au Plan de Développement Urbain approuvé le 11 juin 2013, après enquête publique.

Le PDU métropolitain considère dans son argumentaire que « *la mobilité ne s'arrête pas aux frontières de la Métropole Lilloise, la planification de l'aménagement des territoires et des déplacements est réfléchie à l'échelle de l'Aire Métropolitaine transfrontalière qui intègre le Bassin minier et les territoires belges limitrophes* ».

❖ - 2 - Quels sont les inconvénients de l'opération ?

La nouvelle bretelle d'accès à l'A22, dans le sens Courtrai-Lille sera susceptible de générer des nuisances sonores dans son environnement immédiat.

Nécessité absolue d'acquérir des parcelles privées pour sa réalisation.

Nécessité de réaliser un aménagement sécurisé pour protéger une installation ICPE.

❖ - 3 Le bilan avantages / inconvénients de l'opération.

Doivent ainsi être pris en considération, les atteintes faites à la biodiversité, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics, par rapport à l'intérêt présenté par l'opération.

Les atteintes à la biodiversité

Le projet d'aménagement de la ZAC du Petit Menin a pour but de créer un nouvel ouvrage en site neuf, d'adapter et de réaménager des voiries déjà existantes et de créer de nouveaux accès à l'autoroute A22.

Le projet a pris en considération l'écologie du secteur en créant des aménagements apaisés, et en accompagnant le projet par des végétalisations et plantations telles qu'elles ont été présentées au dossier.

Dans le secteur agricole où sera implantée la ZAC du Petit Menin, les zones humides qui ont été identifiées seront compensées qualitativement.

De plus, aucune espèce faunistique et floristique patrimoniale n'a été identifiée dans un secteur agricole exploité depuis de nombreuses années et implanté au cœur d'un secteur urbanisé relativement dense.

Avis de la CE : Les aménagements qualitatifs projetés ont globalement pris en compte la biodiversité du milieu, ainsi que la gestion des eaux pluviales et la protection de la ressource en eau par décantation par noues avant rejets dans le milieu naturel.

Le coût financier

Avis de la CE : Sans référence sur le sujet, la commission d'enquête n'est pas en capacité de s'exprimer sur le coût estimé de l'opération.

Les inconvénients d'ordre social et l'atteinte à d'autres intérêts publics.

1- Les raisons sociales

La réalisation des accès à l'autoroute A22 aura pour effet de perturber l'activité de plusieurs entreprises logistiques, en particulier la société DELQUIGNIES qui sera amputée des parcelles nécessaires à la réalisation de la bretelle d'accès à l'A22 dans le sens Courtrai-Lille.

Conclusions sur l'analyse bilancielle

Avis de la CE : Au terme de cette analyse bilancielle des différents critères qui sous-tendent le caractère d'intérêt ou de désutilité du projet soumis à l'enquête, la commission d'enquête considère que les avantages du projet de réalisation des raccordements de la ZAC du Petit Menin à l'Autoroute A22 l'emportent sur les inconvénients qu'il pourrait générer et la commission penche en faveur de sa réalisation, à la condition que les contraintes imposées aux propriétés les plus proches de la bretelle d'accès à l'autoroute A22 dans le sens Courtrai-Lille soient levées par une contractualisation des engagements du porteur du projet.

Conclusions

A l'issue d'une enquête unique ayant duré 41 jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015, modifié le 29 janvier 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu le décret du 26 décembre 2014, relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu les délibérations n° 07 C 0305 du 29 juin 2007 du conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine approuvant la création de la ZAC du Petit Menin et n° 08 C 0116 du 1^{er} février 2008 modifiant le dossier de création de la ZAC et son périmètre ;
- vu la délibération n° 14 C 0259 du 26 juin 2014 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) tire le bilan de la concertation préalable relative aux travaux d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu le projet de convention tripartite précisant les engagements réciproques entre Immochan Aménagement, l'Etat et Lille Métropole concernant l'opération d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 sur les communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- vu la délibération n° 13 C 0645 du 13 décembre 2013 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) autorise Madame la Présidente à signer avec l'Etat et le concessionnaire de la ZAC la convention d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 ;
- vu les courriers des 14 et 17 octobre 2014, du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie relatifs aux aménagements d'accès à la ZAC du Petit Menin ;
- vu le bilan de la concertation préalable relative à l'opération d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 sur les communes de Roncq, Neuville-en-Ferrain et Tourcoing approuvé par l'Etat et Lille Métropole ;
- vu la lettre du 14 octobre 2014 par laquelle le ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie approuve le principe de réalisation des aménagements relatifs à la modification des accès n°16 et 17 de l'autoroute A22 à la ZAC du Petit Menin ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu la décision n° E14000167/59 du 23 décembre 2014 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de constituer une commission d'enquête, constituée par :

Considérant qu'en matière d'organisation de l'espace, les accès à la ZAC, en particulier autoroutiers, permettront de faciliter l'accessibilité et l'attractivité d'une nouvelle offre commerciale ;

Considérant que le projet d'accessibilité sécurisera les accès à l'A22

Considérant que ce projet d'accessibilité est impératif pour réaliser de projet soumis à l'enquête unique.

Considérant que le projet de la ZAC du Petit Menin est susceptible de créer près de 750 emplois ;

Considérant que l'accessibilité à l'autoroute A22, indépendamment de la ZAC, permettra aux populations locales d'accéder plus facilement aux secteurs lillois et belges.

Pour ces motifs :

La commission d'enquête émet un avis favorable, à l'unanimité, à la Déclaration de l'Utilité Publique du raccordement à la Zone d'Activité Concertée du Petit Menin depuis l'autoroute A22.

Cet avis est assorti de 1 réserve et de 4 recommandations :

Réserve :

N°1 – Avant réaliser la bretelle d'accès à l'autoroute A22, dans le sens Courtrai-Lille, le pétitionnaire devra s'assurer que la création de cet accès ne sera pas de nature à faire disparaître, ne serait-ce que partiellement le talus séparatif de l'habitation la plus proche de cet accès.

Dans le cas où l'intégralité du talus ne pouvait pas être assurée, la construction d'un mur séparatif isophone devra être mis en place avant le début des travaux raccordement à l'A22.

Recommandations :

N°1 – La circulation des engins de chantier utilisés pendant les travaux autoroutiers devra être planifiée avec les acteurs locaux.

N°2 – Sauf impératif majeur de sécurité, la circulation des engins de chantier devra éviter les heures de pointe de circulation.

N°3 – Une signalétique visible, compréhensible et informative devra être mise en place pour informer les usagers de l'autoroute A22 et des voiries périphériques des travaux entrepris pour raccorder la ZAC à l'A22.

N°4 – Les conclusions de l'étude acoustique exclue toute disposition particulière à mettre en place pour accompagner le projet.

Des mesures, in situ, devront être réalisées après travaux.

Dans le cas où le mesures constatées une aggravation incompatible avec le Code de la Santé publique, des dispositions constructives devront être réalisée rétablir l'état initial.
